



Nombre de membres : 19

- En exercice : 15
- Présents : 11
- Représentés : 1

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montpellier, dans un délai de deux mois à compter de son exécution.*

## Délibération n° 18.07.03

- Pour : 12
- Contre :
- Abstention :

### CONVENTION DE PARTENARIAT POUR LA TRANSMISSION ELECTRONIQUE DES ACTES AU REPRESENTANT DE L'ETAT

L'An deux mil dix-huit, le 23 juillet 2018 à 19 heures, le Conseil Municipal de Beaulieu, régulièrement convoqué, s'est rassemblé salle des mariages, place de la Mairie, sous la présidence de Monsieur Arnaud Moynier, Maire.

Ouverture de la séance : Monsieur Arnaud Moynier, Maire a ouvert la séance à 19 heures, puis a fait l'appel des présents :

#### Présents:

Arnaud MOYNIER  
Anne THIBAUT  
Daniel THEROND  
Jean-Luc BOURDENX  
Elisabeth RIGAIL  
Patrick MOROY  
Franck DAUMUR  
Nadine TRAZIC  
Jean-Louis BULAND  
Frédéric ADELIN  
Michèle LAMANT

#### Excusés et représentés:

Marie-Paule DUSSERRE

#### Secrétaire de séance :

Daniel THEROND

Affiché et publié du 25/07/2018  
Certifié exécutoire  
Pour le Maire et par délégation,  
Le Directeur Général des Services  
Fanny KAPPES



## CONVENTION DE PARTENARIAT POUR LA TRANSMISSION ELECTRONIQUE DES ACTES AU REPRESENTANT DE L'ETAT

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**Considérant** que dans le cadre du développement de l'administration électronique, l'Etat s'est engagé dans un projet dénommé ACTES, qui pose les principes de la dématérialisation de la transmission des actes soumis au contrôle de légalité.

**Considérant** que ces principes sont définis par l'article 19 de la loi 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales codifié aux articles L231-1, L3131-1 et L1414-1 du code général des collectivités territoriales, et par le décret n°2005-324 du 07 avril 2005,

**Considérant** que les évolutions en termes de dématérialisations des actes soumis au contrôle de légalité et notamment des marchés publics,

**Vu** la note de synthèse adressée aux élus municipaux,

La commission des Affaires générales consultée,

Le Conseil Municipal,

APRES EN AVOIR DELIBERE,

**DECIDE** de procéder à la télétransmission des actes réglementaires et des actes budgétaires soumis au contrôle de légalité,

**DECIDE** par conséquent de conclure une convention de mise en oeuvre de la télétransmission avec le préfet de l'Hérault, représentant l'Etat à cet effet,

**DECIDE** par conséquent de choisir le dispositif ADULLACT et de conclure à cet effet une convention de mise en oeuvre de la télétransmission des actes au contrôle de légalité via la plateforme S2low.

**AUTORISE** Monsieur le Maire à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Pour extrait certifié conforme,  
Le Maire de Beaulieu

